

Les mises au point et les propositions de Dominique Valck

Le président du Conseil de développement durable est plutôt l'apôtre d'une politique suscitant l'adhésion mais il est surtout un homme qui n'est soumis à aucune influence.

Il ne se sent comme obligation que celle qui consiste à favoriser le dialogue citoyen. Cela donne un mélange de bonnes intentions, de principes et de valeurs qui sont la marque d'une riche personnalité. Aujourd'hui il réagit sur un sujet : la proposition du PC de remplacer dans le cadre du pacte de gouvernance de la métropole, le Conseil de développement durable par un parlement citoyen et fait le point sur un autre : sa rencontre avec deux organisations syndicales à la suite de son dépôt de plainte consécutive aux feux de pneus sous le viaduc Kennedy, allumés par les grévistes de la SNCF (plainte retirée aujourd'hui.)

Sur le premier point Dominique Valck rappelle que les CD sont des émanations de la loi Voynet de 1999, confortées par la loi NOTRe de 2015. « L'esprit de la loi est de permettre à une structure de démocratie participative d'émettre librement des avis, des visions, des conseils, sur l'intégralité des documents constitutifs du projet de société. Nous sommes par la capacité d'autosaisine de la loi, beaucoup plus libres et autonomes dans notre fonctionnement que ne le serait semble-t-il, la structure que vous suggérez ».

Sur le deuxième point le président du Conseil de

développement durable se positionne en tant que citoyen et c'est à ce titre qu'il s'exprime.

« Ni glorieux ni courageux l'acte consistant à porter plainte contre X au prétexte que brûler des pneus est avant tout une atteinte à la santé, au code de l'environnement et à la charte de l'environnement adossée à la constitution et certainement une tradition respectable, était avant tout la moindre des choses et après tout, peut-être, le moment de tenter autre chose... Toutes les organisations syndicales impliquées n'ont pas fait ce choix, mais deux sur trois oui ».

Le propos introductif de la rencontre donne le ton.

En une phrase Dominique Valck s'est efforcé de détendre l'atmosphère : « je ne sais pas si on se fera des bisous à la fin mais j'ai des propositions à vous faire ». Au fond constate le président du C3D « cette rencontre était un atelier où nous avons réglé et géré notre désaccord, chacun inoculant dans l'esprit de l'autre d'autres formes de questionnement mais aussi de souffrance pour enrichir la réflexion. J'ai donc levé cette plainte parce que j'ai été entendu et que les feux ont cessé. Et s'il fallait maintenant gérer un désaccord ce serait entre la CGT et le Premier ministre, puisque nous en sommes arrivés à ce summum d'intelligence non collective mais généralisée consistant à ne plus s'écouter, ne plus se voir, ne plus s'entendre au prétexte non négociable de ne pas plier. C'est vrai après tout, on a toujours fait comme ça ».

Dominique Valck ne se prend pas pour le centre du monde, il réagit en citoyen et constate « Moi citoyen je ne me sens pas quitte pour autant, et ce qui se passe autour de nous n'est plus supportable pour personne. Ce que je vois ce sont des gens fatigués, une médiocratie ambiante portée à l'état d'institution, des forces de l'ordre épuisées, des salariés mais aussi des chefs d'entreprise à bout de forces et au milieu de tout ça des citoyens ignorés et jamais dans le débat ».

Le président du Conseil de développement durable déplore que notre pays n'ait pas la culture de la concertation.

Il suggère de mettre les citoyens au cœur de la réflexion et de l'action. Il refuse de se reconnaître dans des institutions qui selon lui, ne représentent qu'elles-mêmes. « La démocratie est un système vivant, nourri par de véritables processus d'intelligence collective au service de l'intérêt général plutôt que de quelques intérêts particuliers. Ceux qui dansent sont pris pour des fous par ceux qui n'entendent pas la musique disait Nietzsche. Ce pouvoir ou cette forme de pouvoir, n'entend plus la musique et les battements du cœur des citoyens ».

Sa conclusion ? Ne plus reproduire les mêmes erreurs, se comporter en incubateurs de l'innovation. « Nous devons inventer des passerelles avec les encore trop nombreux « Invisibles » décrits par Pierre Rosanvallon. L'émergence de ces changements



viendra de Nous Citoyens et au départ de nos territoires ».

Qu'en pensent les politiques de tous bords ? On attend les réponses. +

P.T.